

L'économie du pays s'est redressée plus rapidement que prévu

Depuis avril 2011, la situation économique s'améliore. Reste à rassurer en matière de sécurité.

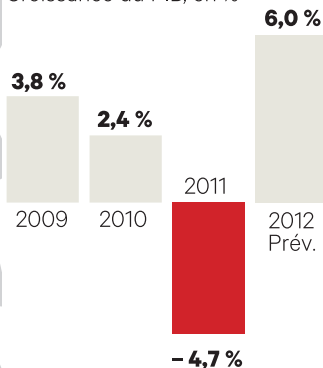
Après une crise « postélectorale » sanglante qui a replongé le pays dans le chaos en 2010, les experts s'accordent à dater l'amélioration de la situation économique de la Côte d'Ivoire à avril 2011... une date qui coïncide avec l'accession au pouvoir d'Alassane Ouattara. Une coïncidence qui n'est pas que fortuite puisque l'ancien directeur général adjoint du FMI est parvenu, en l'espace de vingt mois, à faire annuler une partie de la dette extérieure du pays, à engager la réforme de la filière cacao ainsi que celle des retraites et à lancer un vaste programme d'investissement public dans les infrastructures.

« Fenêtre favorable »

« La reprise de l'activité a été très rapide avec la normalisation de la situation politique », constate Jean-Louis Daudier, économiste chez Coface. Cela a favorisé la reprise de l'aide internationale, qui s'est concrétisée par l'annulation d'une grande partie de la dette publique, offrant un ballon d'oxygène au pays. La croissance du PIB pourrait atteindre 8 % cette année, après une contraction de 4,7 % en 2011. « La production des secteurs exportateurs s'est rétablie rapidement, les liquidités se sont améliorées et le taux de change est compétitif », observe Thierry Apoteker, président de la société d'analyse économique TAC. L'économie s'est diversifiée aussi plus vite que prévu : les exportations de pétrole (29 % du total

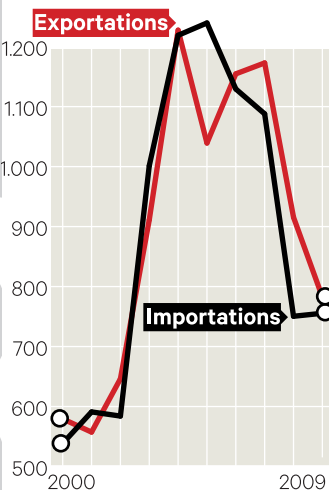
L'économie de la Côte d'Ivoire repart

Croissance du PIB, en %



Le commerce entre la France et la Côte d'Ivoire*

En millions d'euros



*Les chiffres pour 2010 et 2011 ne sont pas disponibles

29 %

LA PART DU PÉTROLE DANS LES EXPORTATIONS

Symbole de la diversification de l'économie, le pétrole va supplanter le cacao (33 % des exportations en 2011).

aujourd'hui) dépasseront celles du cacao (33 % en 2011). Tout cela fait que le président Ouattara bénéficie « d'une fenêtre potentiellement favorable pour attirer les investisseurs privés », estime Thierry Apoteker.

C'est tout l'enjeu de l'ouverture de la conférence du Groupe consultatif pour le financement du Plan national de développement 2012-2015, aujourd'hui à Paris. Le président Ouattara veut que 60 % de son plan de développement soit financé par des entreprises privées. La France, toujours premier investisseur dans le pays, cherche à affirmer sa présence face à d'autres nations comme la Chine. Pierre Moscovici, le ministre des Finances, était d'ailleurs samedi à Abidjan avec un groupe de patrons de PME. « Il faut que le secteur privé tire la croissance et pas seulement une politique de grands travaux », souligne Jean-Louis Daudier.

La grande inconnue reste la sécurité. En juillet dernier, la situation s'est à nouveau dégradée et les observateurs constatent que le processus de réconciliation entre les anciens partisans de Laurent Gbagbo et ceux d'Alassane Ouattara reste un vœu pieux. Le président assure que la situation s'est apaisée, même s'il y a eu de nouveaux incidents en octobre. — V. R.